

L'ÉTAT, LE LANGAGE ET LE POLITIQUE

L'ÉTAT DE LA SOCIOLOGIE HISTORIQUE

PAR

Peter WAGNER

Il y a quinze ans, un groupe de sociologues américains demanda avec emphase s'il convenait de faire rentrer l'État (*bringing the state back in*) dans le domaine de la sociologie historique (Evans *et al.*, 1985). Il s'opposait à une forme de sociologisme dans les travaux portant sur le développement à long terme des sociétés occidentales qui mettaient l'accent sur les facteurs socio-économiques, comme l'évolution du capitalisme ou la formation des classes sociales, et négligeaient les facteurs politico-institutionnels comme les structures de l'État ou les alliances entre forces politiques. Même si ce diagnostic était avant tout pertinent pour les travaux américains, ces auteurs mettaient le doigt sur une carence plus générale : la sociologie de la modernisation des années 1950-1960 fut suivie d'un retour à l'évolutionnisme qui ne ménageait d'espace aux institutions que comme des spécifications secondaires d'un parcours historique linéaire et similaire pour toutes les sociétés en voie de modernisation.

Paradoxalement, en science politique, les années 1960-1970 virent naître l'analyse des politiques publiques, d'abord aux États-Unis, puis, avec plus d'hésitations en Europe occidentale. L'attention portée à l'État était donc réelle mais ce dernier était conçu comme une organisation d'un genre particulier, qu'il convenait d'acheminer vers une plus grande efficacité et une meilleure rationalité de ses activités. L'analyse des politiques publiques émergeait donc dans une période de « *planification des sciences sociales* » (Pollak, 1975), fortement marquée par les conditions de leur genèse, plus proches de la sociologie des organisations et de la gestion que des sciences politiques traditionnelles¹. Même

1. Pour la RFA, voir les actes d'un colloque de l'Association allemande de la science politique (Hartwich, 1985).

si le rapprochement avec les études politiques s'opéra dans les années 1990, lorsque l'espoir d'une rationalisation de l'action publique au travers de l'expertise fut définitivement déçu, il ne généra que peu d'intérêt pour l'approche historique de l'action publique.

Faut-il dès lors suivre la recommandation de ré-introduire une approche politico-institutionnelle dans la sociologie historique pour mieux saisir l'historicité de l'action politique ? Si la réponse à cette question est positive, cette ouverture n'est pas encore suffisante. T. Skocpol et ses collaborateurs ont déploré l'absence d'études comparatives des institutions et des alliances politiques en sociologie historique. Leur perspective a certes permis de combiner l'étude du développement social à long terme avec une analyse de l'impact structurant de l'action étatique. Cependant, en élargissant ainsi le champ d'analyse, ils ont prolongé cette approche structurale et déterministe qui marque la sociologie historique d'après-guerre. Ce type d'approche ne peut concevoir que des phénomènes sociaux « de grande échelle », des phénomènes apparemment dotés d'une certaine extension et stabilité spatiale et d'une persistance temporelle (Skocpol, 1984 : 4) et qui doivent leurs continuités à l'agir d'êtres humains — au « travail social » ou « historique » — qui met en forme et reconduit les « structures » de la vie sociale (pour reprendre la terminologie de L. Boltanski, 1982, et L. Thévenot, 1985).

Sous certaines conditions, qu'il convient de spécifier, les gens s'engagent dans ce travail social en mobilisant des justifications, qui visent non seulement à soutenir leurs actions et leurs raisonnements dans le cadre de disputes (Boltanski et Thévenot, 1991 ; Boltanski, 1990 ; Lamont et Thévenot, 2000), mais également à soutenir ou critiquer des dispositifs ou des règles institutionnelles, pour appuyer ou discréditer des modes d'évaluation qui règlent la vie en commun. Ces justifications sont des structures linguistiques qui contribuent, à côté des structures socio-économiques et politico-institutionnelles, à ordonner la vie sociale. Cela signifie-t-il qu'il suffit d'ajouter le slogan « *bringing language back in* » au slogan « *bringing the state back in* » ? Ce serait un malentendu qui réduirait singulièrement l'apport potentiel d'une approche qui prend au sérieux la constitution linguistique de la vie sociale à la saisie de l'historicité de l'agir.

Langage et étude de l'histoire

Le « tournant linguistique » en sciences humaines a suscité d'importants débats (Toews, 1987 ; Hiley *et al.*, 1991 ; Bonnell & Hunt, 1999), mais son impact sur les pratiques de recherche fut malheureusement limité par l'opposition de deux interprétations qui, malgré leur incompatibilité, s'unissent dans le rejet d'une ouverture à la question de l'historicité².

2. Comme on verra dans ce qui suit, je me limite à parler de l'impact du nouvel intérêt pour le langage dans les sciences de l'homme et de la société. Le débat a commencé

D'une part, les phénomènes linguistiques sont considérés comme un phénomène social parmi autres et peuvent, à ce titre, être intégrés dans une perspective structuralo-déterministe. Malgré le refus initial d'auteurs comme T. Skocpol, une histoire des idéologies ou des mentalités, voire la perspective de Foucault dans ses premiers travaux, peut venir compléter les grandes fresques de l'histoire socio-économique et politico-institutionnelle. D'autre part, une conception radicale de la constitution linguistique de la vie sociale risque de mener la sociologie historique à une impasse. Si tout savoir historique ne s'appuie que sur des documents qui ne sont eux-mêmes que des représentations de « faits historiques », impossibles à connaître « en soi », alors tout nouveau travail de l'historien ne fait que rajouter une représentation supplémentaire aux représentations déjà existantes. Dans cette perspective, les historiens ne font donc rien d'autre que de tenter, en vain, de combler ce gouffre, ne créant que des effets de réalité à travers l'écriture (Ankersmit, 1994). Aucune voie de sortie du relativisme ne semble alors se profiler³.

Il ne convient pas de nier ici l'importance de ces réflexions épistémologiques, ni d'écarter la possibilité, en principe, d'identifier empiriquement les « structures linguistiques » qui forment et déterminent l'agir humain. Les deux positions schématisées plus haut conduisent, certes, à élaborer des stratégies de recherche opposées ou incompatibles. Toutefois, prises ensemble, elles ont pour effet, d'obérer la nature constitutive du langage pour l'agir humain. Ceci signifie, contre le relativisme épistémologique, que les gens, toujours et partout, mobilisent des représentations linguistiques pour conférer du sens et pour *se situer dans une réalité qu'ils ne peuvent pas connaître* « en soi ». Dans un même mouvement, pour se démarquer d'un déterminisme linguistique, il convient d'infléchir l'observation précédente afin de porter l'attention sur le fait que les gens *mobilisent* le langage et qu'ils ne reproduisent pas seulement des éléments linguistiques pré-existants. Le langage est une ressource, un appui, mobilisé d'abord dans l'acte langagier. S'il limite l'action, il la rend également possible.

Entre les deux stratégies et par-delà leur opposition, une approche plus compréhensive, inspirée de la tradition herméneutique, envisage le monde comme toujours déjà pré-interprété pour les gens qui en font l'expérience (Gadamer, 1971 : 139) et le langage comme expérience du monde (Gadamer, 1979 : 379). Cette perspective philosophique, appliquée

(suite note 2) en philosophie (une première synthèse, mais avant la nouvelle configuration des deux dernières décennies, se trouve dans Rorty, 1967 ; voir après Lyotard, 1979 ; Rorty, 1980), mais de la part des philosophes, les conséquences pour les sciences sociales et historiques ne sont que rarement adressées, sauf purement en termes d'exigences programmatiques.

3. Et ce relativisme pourrait bien se lier à un volontarisme, dans la façon que la lacune entre réalité et représentation ouvre la porte pour l'idée que les transformations sociales ne sont essentiellement que des « redescriptions » (Rorty, 1989).

aux sciences sociales et humaines, a toujours rencontré d'énormes obstacles. L'approche herméneutique est demeurée en marge des pratiques de recherche. Le holisme méthodologique dominant, qui ne ménage pas de place pour la pluralité des situations empiriques et à leurs transformations, est ici un obstacle majeur. Si le langage définit les limites de nos possibilités d'agir, son analyse ne serait pas en mesure de faire le départ entre les contraintes qu'il fait peser et les possibilités qu'il ouvre. L'enjeu consiste alors à ne concevoir le langage ni comme une instance de détermination de l'agir, ni comme une représentation arbitraire sans lien avec une réalité, mais comme une manière pour les personnes de s'engager dans le monde et dans les diverses situations de la vie sociale.

Plutôt que de buter sur les limites d'un débat purement philosophique, le travail empirique devrait permettre de surmonter des contradictions théoriques qui paraissent insurmontables. En étudiant *l'usage du langage en situation*, le chercheur rencontrera des changements linguistiques : une pluralité d'interprétations d'une « même » situation par des acteurs différents ou à travers le temps ; des mutations dans les descriptions de phénomènes similaires ; une volonté d'imposer un changement de langage pour l'ajuster à des situations changeantes. L'adaptation d'une herméneutique à l'analyse historique suppose donc que le chercheur, plus qu'identifier empiriquement les discours existants, s'attache à suivre les changements linguistiques à travers les situations et les moments différents⁴. Conformément aux recommandations méthodologiques de la « *sociologie de la dispute* » (Boltanski, 1990 : 15), elle identifie des moments d'ouverture de la vie sociale où des formes de justification deviennent visibles, mais elle introduit plus explicitement l'aspect temporel dans son analyse. On peut alors espérer que cette extension programmatique rendra mieux justice au statut de l'histoire dans la sociologie pragmatique.

La démocratie et le capitalisme. Le cadre de l'action publique

Ces réflexions introductives, qui seront reprises plus loin, permettent à présent d'en venir à la question de l'historicité de l'action publique. La tradition de la sociologie historique d'avant le tournant linguistique, malgré ses lacunes, a également des acquis. Elle a mis au jour les grandes transformations sociales desquelles sont issues nos sociétés contemporaines ainsi que, dans la perspective adoptée ici, les moyens de nous situer dans ces sociétés. En simplifiant à outrance, on dira que la sociologie historique trouve ses points d'ancrage dans les deux grandes révolutions de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècles.

4. Il faudra certainement adapter le concept de « situation » à l'approche historique. Un auteur qui se réfère de manière critique à l'ouvrage d'un autre doit être envisagé comme une situation d'échange, même si elle ne suppose pas la co-présence. La différence entre l'écrit et l'oral n'est certes pas sans importance dans une étude empirique ; toutefois, il convient de ne pas en faire une distinction de nature métaphysique et donc de ne pas l'absolutiser.

Les « révolutions démocratiques » (Palmer, 1959) et leurs conséquences étaient au centre des travaux d'Alexis de Tocqueville, que ce soit dans *La démocratie en Amérique* ou dans *L'Ancien régime et la révolution*. Plus indirectement, elles sont à la source des réflexions de Max Weber sur l'impact de la bureaucratisation sur la vie politique. Si les analyses politiques du début du XIXe siècle jusqu'aux années 1930 affirment le caractère inévitable de la démocratie, même si cette dernière est susceptible de prendre des formes différentes, le débat change radicalement après l'expérience du totalitarisme. Hannah Arendt, Claude Lefort ou Cornelius Castoriadis marquent une nouvelle étape dans l'étude des formes du politique dans de ses conditions modernes.

La révolution industrielle, par contre, était au centre de l'autre grand courant de la sociologie historique. Ce courant trouve ses prémisses chez des philosophes qui, comme Adam Smith, ont donné des justifications à l'introduction d'un ordre marchand pour régler des aspects majeurs de la vie commune (Hirschman, 1977). Cet ordre, sous le nom de capitalisme, devient un sujet central du comparatisme historique du milieu du XIXe au milieu du XXe siècle. *Le capital* de Karl Marx, *L'éthique protestante et l'"esprit" du capitalisme* de Max Weber et *La grande transformation* de Karl Polanyi marquent les grandes étapes de cette préoccupation. Ici aussi l'intérêt initial pour les conditions de la genèse de ce nouvel ordre s'est déplacé vers l'étude de sa contingence historique, de ses transformations et de ses crises.

Notons pour l'instant que cette appréhension de la démocratie et du capitalisme, au centre des intérêts de la sociologie historique traditionnelle, définit les conditions de l'action publique dans les sociétés européennes pendant les deux derniers siècles. C'est pourquoi il convient de se pencher sur les controverses historiques à l'intérieur de cette configuration pour cerner adéquatement l'historicité de l'action publique. Toutefois, cette sociologie historique traditionnelle n'est pas encore bien outillée pour s'engager dans une telle démarche.

Dans le débat autour du « tournant culturel et linguistique » mentionné plus haut, celui-ci est souvent présenté comme une révision radicale de la sociologie historique. D'une part, historiens et sociologues ont perdu la foi dans la possibilité de raconter l'histoire de la vie sociale sur de longues périodes et pour de grandes étendues. Les historiens se sont alors focalisés sur une micro histoire, tandis que les sociologues portaient leur attention aux interactions et aux situations. D'autre part, la sociologie historique traditionnelle est critiquée pour avoir surestimé le poids des facteurs économiques et politiques dans la structuration de la vie sociale. Il en a résulté un intérêt accru pour les expressions culturelles et linguistiques de la vie sociale. Aux Etats-Unis, mais également en Allemagne, ce débat a créé une opposition entre une « vieille garde » (pas nécessairement vieille en termes biologiques) de la sociologie historique traditionnelle et une avant-garde engagée dans le renouvellement

de son objet. Toutefois, le manichéisme ne devrait pas être ici de mise : il est parfaitement possible d'être en accord avec les critiques adressées à la tradition sans pour autant conclure que le seul sujet d'étude digne d'intérêt soit les interactions langagières sur une petite échelle. C'est à l'esquisse d'une telle position qu'il convient à présent de s'atteler.

Quand l'histoire des idées rencontre la sociologie historique

Les travaux en histoire conceptuelle et intellectuelle (participant peu ou prou au « tournant culturel linguistique ») qui n'ont toutefois pas perdu de vue la grande échelle, serviront ici de point d'appui. Sans entrer dans le détail des multiples différences et similarités entre ces travaux, il apparaît évident que les approches de Michel Foucault, Quentin Skinner ou Reinhart Koselleck sont d'excellents exemples de cette catégorie de travaux (voir également Guilhaumou, 2000). De ses premiers travaux (*Surveiller et punir*, *L'histoire de la folie*) à l'archéologie des sciences humaines présentée dans *Les mots et les choses*, Michel Foucault a développé une approche des formations discursives ainsi que des liens entre les discours et les pratiques qui met au jour le poids des structures linguistiques sur les êtres humains et leurs relations au monde. Quentin Skinner, par contre, s'est focalisé sur les actes de langage dans ses travaux d'histoire de la pensée politique. Traquant les intentions contenues dans les textes classiques, il analyse le pouvoir performatif du langage, sa capacité à changer les catégories de la pensée politique dominante. Foucault et Skinner partagent ici au moins l'importance accordée au contexte linguistique dans lequel le discours ou l'acte de langage s'enracinent, et s'opposent tous deux à cette conception classique d'un impact direct du contexte extra-linguistique. Ils réfutent également la conception classique en philosophie politique selon laquelle les expressions linguistiques à travers l'histoire ne sont que des variations autour des « problèmes éternels ». L'histoire des concepts, proposée par Reinhart Koselleck, se situe d'une certaine manière entre Foucault et Skinner. Sans aller jusqu'à la construction de grandes formations discursives qui s'imposent selon les époques, Koselleck insiste sur l'enracinement des concepts particuliers dans des structures linguistiques plus amples. A partir d'une telle perspective, il ambitionne d'identifier des grandes périodes de changement conceptuel⁵.

5. Sans rentrer dans le détail des différences entre les trois auteurs, on notera que les oppositions de méthode, qu'on retrouve ailleurs dans les sciences de l'homme, sont ici reconduites. Le travail de Foucault, du moins dans sa première période, est assez proche d'une sociologie historique structurale, sans acteurs (Foucault nie tout intérêt pour les questions de causalité). Néanmoins ses derniers travaux ainsi que certaines observations dans *Les mots et les choses* témoignent d'un penchant pragmatique. Le pragmatisme est toutefois bien plus présent dans le travail de Skinner. Si le travail de Koselleck est souvent plus utile comme point de référence que celui des deux autres auteurs, c'est en partie à cause de son empirisme éclairé et rigoureux. Sa proximité à Carl Schmitt et Martin Heidegger, dans ses écrits plus philosophiques (Koselleck et Gadamer, 2000) s'accompagne toujours d'une analyse rigoureuse des sources.

Si le principal point commun de ces trois auteurs est la mise en exergue du langage dans l'analyse historique, tous trois prennent également leurs distances avec des perspectives alors dominantes. Foucault s'oppose aussi bien aux sciences humaines centrées sur le sujet qu'à un structuralisme incapable de théoriser sa propre position. Skinner prend pour cible l'histoire conventionnelle des idées politiques ainsi que sa contrepartie marxisante. Koselleck conteste une histoire sociale qui présume l'existence immédiate de phénomènes auxquels les concepts font référence. Par-delà toutes leurs différences, un souci conceptuel et méthodologique, relativement similaire, est clairement identifiable⁶.

Du point de vue de l'interprétation substantielle de l'histoire, le parallélisme entre les trois auteurs est également frappant puisqu'ils décèlent, par-delà les révolutions politiques et économiques, une révolution conceptuelle ou intellectuelle à la fin du XVIII^e siècle dont nous sommes encore aujourd'hui redevables.

Pour Foucault, les dernières années du XVIII^e siècle forment la période pendant laquelle l'épistème classique cède devant une formation discursive produite par les trois disciplines que sont la biologie, l'économie et la philologie. Pour Skinner également, la période qui s'étend du XVIII^e siècle au début du XIX^e siècle connaît des transformations intellectuelles capitales. Il décrit le déclin de la pensée républicaine (ou, plus récemment, de la pensée néo-romaine), qui domine encore pendant la révolution américaine, et la montée concomitante du libéralisme individualiste, qui devient le pivot de la théorie politique au cours du XIX^e siècle (Skinner, 1998). Koselleck identifie la période entre 1770 et 1830 comme une époque de transition (*Sattelzeit*) qui voit s'imposer l'usage de concepts majeurs qui nous sont encore familiers aujourd'hui. Période d'ouverture de l'horizon temporel, elle reconfigure les expériences communes et les attentes partagées. Cette révolution conceptuelle marque donc la transition vers notre ère moderne.

Ces trois auteurs identifient donc une même période de transformations des discours qui dominent encore aujourd'hui. Les manières de conceptualiser le lien entre le présent et l'ère d'avant la transformation varie selon les auteurs, tandis que la nature de cette modernité n'est jamais clairement spécifiée et demeure en débat. Doit-on vraiment admettre, avec Foucault, que la sociologie, entendue comme un des discours des sciences humaines, a distinctement placé le sujet humain au centre de la discipline ? Comment expliquer alors le reproche quelquefois adressé à la sociologie d'avoir imposé une

6. Ajoutons en passant que tous les trois ont vu le besoin d'explorer – et de transgresser – les lignes de démarcation entre histoire et philosophie en poursuivant leurs programmes de recherche. Notons encore, sans ouvrir un autre débat, les inspirations philosophiques variées : Gadamer et Heidegger pour Koselleck, Wittgenstein et Searle pour Skinner, et Nietzsche et Derrida pour Foucault.

conception « sur-socialisée » de l'être humain (Wrong, 1961) ? Faut-il admettre avec Skinner que le libéralisme individualiste a toujours davantage dominé l'auto-interprétation de la modernité politique depuis l'ère des « révolutions démocratiques » ? N'est-ce pas faire l'impasse sur la relation entre, d'une part, le républicanisme et l'individualisme, et d'autre part, le nationalisme et le socialisme, pendant les XIX^e et XX^e siècles européens ? Ne doit-on pas opposer à Koselleck que l'ambition de la philosophie politique et sociale pendant cette période était précisément de clore à nouveau, ou au moins de stabiliser, l'horizon du temps et de canaliser les attentes de l'avenir dans des directions maîtrisables ?

Plutôt que de comprendre comment ces trois auteurs en sont venus à des affirmations aussi douteuses, il suffit de relever la faiblesse commune aux trois approches. Portant leurs investigations historiques sur le langage dans lequel les acteurs s'engagent dans le monde, ils ont omis de les relier aux questionnements qui émergent des études plus amples de ces mêmes transformations sociales. Ils ont lancé un défi à la sociologie historique en plaçant le langage au centre de leur réflexion, mais n'ont pas indiqué ce que serait une sociologie historique prenant pleinement conscience du statut du langage. Il ne pourrait être question de se borner à prendre les transformations linguistiques au sérieux car cela ne ferait qu'ajouter une nouvelle dimension aux représentations existantes de l'histoire. C'est plutôt à une redéfinition des problématiques fondamentales de la sociologie historique qu'incite le mouvement engagé. Cette entreprise demeure programmatique. Toutefois, l'état actuel du débat nous permet déjà de sélectionner quelques exemples de recherches historiques, attentives aux phénomènes langagiers, pour indiquer la direction dans laquelle la sociologie historique est susceptible de s'orienter pour relever le défi. Pour ce faire, un ensemble de travaux seront brièvement présentés, en adoptant une chronologie à rebours, du milieu du XX^e jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

LA MODERNITÉ POLITIQUE ET SES PROBLÉMATIQUES : QUATRE ÉPISODES DANS LA RECHERCHE D'UNE RÉINTERPRÉTATION DE L'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES

Le keynésianisme et le discours en sciences économiques

L'adoption – ou non – de mesures économiques keynésiennes par l'Etat entre les années 1930 et les années 1960 constitue le premier exemple, documenté par les recherches comparatives dirigées par Peter Hall au milieu des années 1980 et publiées sous le titre *Le pouvoir des idées économiques* (Hall, 1989). Autour de 1970, on supposait généralement que le keynésianisme offrait une solution à la stabilisation de la production et de l'échange marchand, supérieure à celle préconisée par

l'orthodoxie néoclassique. Le keynésianisme, telle était l'opinion générale, parvenait effectivement à équilibrer une économie capitaliste et permettait simultanément de procéder à une redistribution de la « richesse des nations ». Il satisfaisait dans une certaine mesure à l'exigence d'égalité, sans toutefois renoncer aux bénéfices escomptés par le capitalisme. L'impact du keynésianisme n'était donc envisagé que sous l'angle des conditions favorables à sa réception. A partir du milieu des années 1970, un nombre croissant d'observateurs notait que la médication keynésienne, surtout administrée sur un long terme, produisait des effets pervers, quelquefois plus importants que les effets désirés. Ce changement de perspective, qui n'est pas notre sujet ici, ouvrit un espace de réflexion sur les conditions sociales du changement intellectuel. Les recherches dirigées par Peter Hall s'inscrivent dans ce contexte en posant la question des relations entre une *transformation intellectuelle* et une *transformation politico-institutionnelle*.

L'étude comparative des débats américains et anglais sur le keynésianisme menée par M. Weir (1989), cherche précisément à identifier la manière dont les structures politico-institutionnelles déterminent le cours des idées politiques. Proche de la sociologie structurelle développée par T. Skocpol, elle ouvre toutefois un nouveau champ d'investigation en étudiant la réception des idées⁷. Cette étude a certainement produit des résultats importants : la structure fermée, centralisée et hiérarchique du gouvernement au Royaume-Uni résiste plus longtemps à l'intégration de nouvelles idées ; une fois acceptées, et l'ancienne orthodoxie rejetée, elle les adopte rapidement et leur donne une consistance certaine. Le dispositif de politique économique aux Etats-Unis, relativement ouvert et opérant à des échelles variées, est plus perméable aux idées nouvelles ; en revanche, leur adoption est plutôt lente et leurs messages sont dilués.

Malgré ces observations intéressantes, les limites de l'approche de Weir se trouvent déjà dans la construction de l'objet de recherche. Elle présuppose l'existence de certaines structures politico-institutionnelles auxquelles sont ajoutées, de l'extérieur, des idées nouvelles, afin d'étudier les modalités de leur rencontre. Si l'auteur introduit le concept d'« héritage de politique publique » (*policy legacy*), ce dernier n'est conçu que comme un élément structurel de l'appareil gouvernemental. Les travaux de P. Rosanvallon sur le keynésianisme en France, ouvrent toutefois sur un questionnement plus large. Admettons d'abord le problème que constitue l'absence ou l'insignifiance d'une réception des idées keynésiennes en France avant la fin de la deuxième Guerre mondiale (*La Théorie générale* ne fut publiée en française qu'après guerre, et très peu d'économistes avaient lu la version originale). C'est donc l'absence d'un phénomène qui impose l'élargissement du questionnement (ce qui est

7. Une hypothèse qui fut encore rejetée avec force par T. Skocpol dans son premier échange critique avec W. Sewell à propos de son ouvrage *States and social revolutions* (Skocpol, 1994 : 202-203).

par ailleurs un bénéfique heuristique dans la recherche comparative). Pour contourner ce problème, Rosanvallon choisit d'analyser les répertoires de langages disponibles aux acteurs en politique économique dans les années 1930. Il montre l'existence d'une solide tradition, datant au moins de l'année 1848, de lutte contre le chômage, directement liée aux conceptions républicaines de l'ordre politique, qui permet à la France de faire l'économie d'une réception des idées keynésiennes. Les mesures étant déjà disponibles, il ne demeurait que le débat autour de l'opportunité du moment ou la manière de mettre en œuvre ce type de mesures.

Ainsi parvient-on à renouveler l'interrogation sur la nature spécifique de l'innovation keynésienne : plutôt que de donner une solution parfaite à l'instabilité de l'économie marchande, la démarche de Keynes proposait une transformation *mineure* de l'orthodoxie économique de l'époque, en comparaison avec les solutions avancées, et surtout discutées, du fascisme, du communisme ou du « planisme » (cf. le succès des travaux du Belge H. De Man). Toutes diagnostiquaient une crise profonde du libéralisme, liaient les problèmes du libéralisme économique à ceux du libéralisme politique et concluaient à la nécessité d'une transformation radicale, tandis que Keynes proposait des mesures d'ajustement dans le cadre existant. L'analyse de P. Rosanvallon, en replaçant le keynésianisme dans le contexte plus vaste des formations discursives, permet alors d'élargir la perspective.

La genèse des politiques sociales et le discours sociologique

La genèse des politiques sociales et les origines de l'Etat-providence constituent un second exemple. Même si ce domaine de recherche a une longue histoire en sciences sociales, il fut pendant longtemps essentiellement abordé selon deux perspectives. D'un côté, les politiques sociales étaient considérées comme une adaptation fonctionnelle aux problèmes suscités par l'économie de marché. La similarité des problèmes soulevés et des solutions apportées conduisit à penser que les politiques sociales furent introduites dans toutes les sociétés capitalistes et industrialisées, avec quelquefois de légers décalages dans le temps (l'exception des Etats-Unis fut ignorée pendant très longtemps). Les différences considérables entre les politiques mises en œuvres dans les divers pays n'attirèrent pas l'attention, précisément en raison du présupposé fonctionnaliste. Les approches culturalistes qui prirent le relais du fonctionnalisme mirent quant à elle l'accent sur les différences entre les sociétés et les Etats. Ces approches, cependant, étaient souvent incapables d'analyser ces cosmologies politiques nationales qu'il leur fallait évoquer comme des facteurs qui déterminent les politiques publiques.

La sociologie historique d'après le « tournant linguistique » cherche à traiter ces enjeux en liant la transformation politique majeure que constitue l'édification de politiques sociales nationales à une transformation intellectuelle de même ampleur. Cette transformation intellectuelle se

caractérise par la tentative de repenser le « lien social » ou la « société » tout court⁸, dans un contexte où l'attention se porte sur de nouvelles formes de pauvreté et d'autres problèmes sociaux, comme la criminalité, les maladies ou la prostitution. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle l'idée s'imposa que ces maux étaient liés aux processus d'industrialisation et d'urbanisation et n'étaient pas des phénomènes conjoncturels qui disparaîtraient avec l'avènement d'un nouvel ordre industriel. S'ils n'étaient pas des effets pervers, transitoires, mais intrinsèquement liés à ce nouvel ordre, il convenait alors de trouver des traitements appropriés. Globalement, par delà toutes les différences entre les sociétés et les acteurs, cette question fut baptisée « la question sociale » ou « la question ouvrière ». Cette capacité de formuler une « question » à partir d'observations est le premier pas d'une transformation intellectuelle. Le second, consiste bien entendu à trouver des réponses à cette question.

Malgré leur diversité, toutes les réponses à cette question passaient par la redéfinition de la responsabilité dans le cadre d'une nouvelle philosophie morale et politique. Cette redéfinition exigeait deux étapes. La philosophie politique libérale du XIX^e siècle, dans la mesure où elle était dominante, avait mis l'individu au centre de la vie politique⁹. Ces individus étaient considérés responsables de leurs actions. Ainsi, en cas d'accident de travail on présupposait d'abord, en l'absence de preuve contraire, que l'ouvrier avait causé l'accident et qu'il serait responsable de ses conséquences. Le pas décisif vers l'établissement d'une assurance obligatoire contre les accidents du travail fut engagé lorsque l'on pu concevoir que l'industrialisation avait transformé la situation antérieure du travail de sorte que ce dernier devint une condition collective, constitutive de la vie industrielle elle-même, générant de nouveaux risques et accidents (Rabinbach, 1996). Une fois ce premier mouvement de l'individu vers la collectivité accompli, il fallait le traduire en termes d'action publique et pour ce faire, définir cette collectivité de telle sorte qu'elle puisse endosser la responsabilité de ces accidents. Quoique les différences soient ici également grandes selon les pays, la seconde étape a consisté à identifier la nation comme la collectivité adéquate, capable d'assumer cette responsabilité¹⁰. C'est sur cette base qu'il devint possible d'édifier des politiques sociales nationales.

8. Les ouvrages qui me servent de référence principale pour cette discussion ici sont Rueschemeyer & Skocpol (1996) et Zimmermann, Didry & Wagner (1999). Il faut ajouter toutefois que bien évidemment les travaux récents sur ce sujet doivent leur inspiration souvent à des analyses dans la tradition foucauldienne comme Donzelot (1984) et Ewald (1986).

9. L'espace nous manque pour introduire toutes les nuances comparatives et historiques requises.

10. Une telle solution une fois achevée et consolidée peut paraître triviale. Il faut toutefois souligner que plusieurs alternatives – la responsabilité de la commune de résidence, du patron et de l'entreprise, du syndicat ouvrier – ont été pendant longtemps en débat (Zimmermann, 2001).

Jusqu'à présent cette transformation intellectuelle a été traitée immédiatement en termes de philosophie morale et politique. Il convient de préciser que les recherches empiriques, notamment sur les accidents du travail ainsi que la théorie sociale, comme *La division du travail social* de Durkheim et l'idée de la solidarité organique qui lui est sous-jacente, ont permis cette nouvelle approche des transformations. Un nouveau savoir sur le social permettait donc une conceptualisation nouvelle du lien social qui elle-même rendit le changement en matière de politiques publiques possible.

Le libéralisme post-révolutionnaire et la société de classes

Au moment de l'introduction des nouvelles politiques sociales, une classe ouvrière, avec une conscience de classe plus ou moins élaborée, existait dans toutes les sociétés européennes en voie d'industrialisation. La sociologie historique de l'Etat-providence a longtemps discuté la question du lien entre les revendications de la classe ouvrière et ces politiques sociales. Il convient de faire ici un pas « en arrière » et considérer à nouveau la formation de la classe ouvrière. La perspective traditionnelle, largement partagée par les marxistes et les théoriciens de la modernisation, supposait que le partage d'une même condition, la « condition ouvrière », conduit à la genèse d'une conscience ouvrière qui va alors donner à ce collectif une certaine visibilité sociale et un potentiel politique (Katznelson, 1986). Si on regarde de plus près la situation qui prévaut dans la première moitié du XIX^e siècle, période pendant laquelle le terme « classe ouvrière » fut rapidement adopté dans le sens qui allait dominer pendant un siècle et demi, ce raisonnement n'est pas plausible, vu le nombre relativement faible de gens concernés et la grande hétérogénéité de leurs conditions de vie et de travail (Cottureau, 1986).

Il a été montré qu'en France une réinterprétation de la philosophie politique issue de la Révolution a joué un rôle important dans la genèse de la classe ouvrière (Sewell, 1980). Le discours révolutionnaire des années 1830-1840, omniprésent en France pendant les années 1830-1840, était disponible pour les travailleurs afin qu'ils puissent se situer eux-mêmes et leurs revendications dans le contexte politique de la période. L'ambiguïté du discours révolutionnaire leur permettait de pointer ce biais qui consistait à favoriser la liberté au détriment des principes d'égalité et de fraternité. Puis, de manière plus empirique, on pouvait montrer que ce biais avait des conséquences pratiques fâcheuses comme l'accroissement des inégalités. En conséquence, une revendication reposant sur la fraternité, issue du discours révolutionnaire, conduisit à réclamer le droit d'association – opposé à l'idéologie républicaine française qui refusait toute médiation entre l'individu et la sphère politique. Ceux qui s'organisaient en association étaient « les ouvriers ». Ils partageaient donc d'abord un refus de l'interprétation dominante (libérale-individualiste) du discours révolutionnaire et réinterprétèrent la « fraternité » comme une « solidarité ».

Inventer la Révolution Française

Ce passage en revue d'une littérature qui nous permet de dessiner le genre d'approche ici défendu, se clôt sur l'exemple des travaux sur la Révolution française (Furet, 1983 ; Baker, 1990). Les analyses de la Révolution française étaient également marquées par l'attention accordée aux dimensions socio-économique ou politico-institutionnelle. Dans la première perspective, la bourgeoisie, classe ascendante dans une société en transition vers le capitalisme, prend le pouvoir. Dans la deuxième perspective, la cause de la Révolution est à chercher dans le degré de centralisation et la rigidité d'un appareil d'Etat qui ne parvient plus à comprendre et à maîtriser le changement social. Plus récemment, cependant, des historiens et des sociologues – les frontières entre les disciplines ne sont plus guère visibles – comme William Sewell et Keith Michael Baker ont suivi (non sans critiques) le projet de François Furet (1983) de « penser la Révolution française » en mettant les idées politiques au centre de l'analyse. La perspective « culturelle linguistique » de W. Sewell (1994 ; 1999) et sa controverse avec T. Skocpol (1994), repose sur l'idée qu'il existe des révolutions conceptuelles dans le langage politique français durant les dernières décennies du XVIII^e siècle et que leur prise en considération est indispensable pour appréhender de nombreux événements qui jalonnent la Révolution. Sewell insiste donc sur la profonde transformation des pré-supposés métaphysiques dans la vie politique et sociale avant la Révolution. Sans nier l'importance de la révolte des paysans, au centre de l'analyse de Skocpol (1979), Sewell (1994 : 181) identifie une « transformation conceptuelle » au cœur des événements révolutionnaires¹¹. De même, K. M. Baker (1990) souligne que les idées de la Révolution ne sont pas réductibles à une seule dimension de la vie sociale, à côté des facteurs socio-économiques et politico-institutionnelles, mais qu'elles sont constitutives de l'ordre social.

LANGAGE ET INTERPRÉTATION ENTRE SOCIOLOGIE HISTORIQUE ET PHILOSOPHIE POLITIQUE

Quelles conclusions, relatives à l'usage du langage en histoire, et surtout à l'analyse de l'action, peut-on tirer de ce parcours à travers la sociologie historique ? Il convient de distinguer deux genres de conclusions. La première, qui porte sur la problématique théorique inhérente au défi du « tournant linguistique », doit répondre à la question de savoir ce que signifie prendre le langage au sérieux dans l'analyse historique. La seconde porte sur ce qui change dans la sociologie historique du capitalisme et de la démocratie si on prend le langage au sérieux.

Notons, en réponse à la première question, et en reprenant la formule de Skocpol (1984 : 4), qu'il n'y a pas de raison de nier l'existence de

11. Voir également Sewell, 1999, sur événement et temps dans l'analyse historique.

« processus fondamentaux de changement social » mais que ces processus ne sont pas adéquatement analysés si on les considère comme le résultat déterminé d'une constellation (ou d'une articulation) de structures « de grande échelle ». Cela, pour deux raisons principales. Premièrement, ce ne sont pas immédiatement ces « structures » qui s'étendent sur une grande échelle spatiale et temporelle, comme le conçoit classiquement la sociologie historique. C'est plutôt le « travail conceptuel » – variante linguistique, pour ainsi dire, de ce que Boltanski (1982, 1990) appelle « travail social » ou « travail historique » – qui lie des événements spatialement éparpillés entre eux, qui renferme donc le pouvoir de mise en équivalence d'événements et de stabilisation des phénomènes sociaux à travers l'espace et le temps. L'innovation la plus importante dans l'œuvre de Koselleck consiste précisément dans cette identification du travail des concepts, innovation que l'on trouve également chez Foucault, quoi que sous une autre forme¹². Si ce sont les concepts qui unifient les situations, alors les transformations sociales peuvent être considérées comme des ré-interprétations de situations à travers un changement conceptuel. Cependant, ce processus ne relève d'aucune logique de l'histoire et n'appartient en propre à aucune logique de la « modernité ». Ce « travail conceptuel » est un travail interprétatif auquel s'adonnent les acteurs humains, et seul lui, à l'exception de tout autre facteur, assure le passage d'une situation historique à une autre. Contre Foucault, et en pointant une insuffisance dans l'approche de Koselleck, cette perspective peut être dérivée des réflexions de Skinner.

En réponse à la deuxième question, il convient d'identifier les spécificités substantielles de l'histoire des configurations sociales depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle. Pour qualifier cette spécificité, nous parlons d'un contexte de « modernité politique », c'est-à-dire d'une situation dans laquelle l'autonomie, l'autodétermination est une valeur politique centrale ; les institutions politiques sont soumises à une contrainte de justification et un discours doit alors légitimer les règles en vigueur et les critères de distribution des ressources. L'action publique s'édifie sur de tels discours justificatifs. Dans les exemples présentés plus haut, il est montré, d'une part, que le discours autour de la Révolution devint une ressource de la plus grande importance. D'autre part, et pour des raisons qui n'ont pu être discutées ici (Wagner, 1994 ; 2001), ce discours s'est progressivement réduit, pour s'organiser autour du concept de liberté individuelle, passant alors pour la seule expression acceptable de l'autonomie, bien que d'autres expressions demeuraient disponibles. Les controverses des périodes postérieures peuvent alors être interprétées comme étant suscitées par une contestation, marquée par la spécificité de chaque situation, de l'hégémonie d'un tel discours.

12. Il peut être utile d'ajouter explicitement que cette stabilisation au travers de concepts est à la fois le travail des acteurs politiques et des observateurs et interprètes « professionnels », comme les historiens et les sociologues.

Ces disputes, dans tous les exemples sélectionnés, sont marquées par une action discursive dotée d'une puissance transformatrice de la constellation politique, au travers de la production de nouvelles formes de justification dans des contextes empiriques, des situations jugées problématiques. En d'autres termes, une transformation conceptuelle se produit en vue de traiter une nouvelle situation problématique.

Depuis deux décennies, une sociologie historique, incapable de se libérer de son héritage déterministe (Manent, 1993) cohabite avec une philosophie politique qui souffre d'une théorisation abstraite, déconnectée de toute épreuve empirique. Le tournant linguistique, à l'intérieur de la tradition philosophique, qu'elle soit analytique, herméneutique ou post-structuraliste, ne s'est jamais préoccupé des questions soulevées par l'ancienne tradition de la sociologie historique — tradition qui se voulait pourtant aussi philosophie politique. Il est douteux de penser que l'émergence d'une sociologie historique qui se borne à intégrer le tournant linguistique puisse changer cet état de fait. La sociologie historique se doit d'analyser les usages du langage comme des interventions interprétatives dans la restructuration de situations problématiques. De cette manière, elle serait en mesure de lier la sociologie historique à la philosophie politique et de favoriser une nouvelle science politique. Cette tâche est urgente, non seulement en raison de son enjeu intellectuel, mais aussi en raison des transformations historiques auxquelles nous assistons aujourd'hui sans pouvoir clairement interpréter les situations problématiques qu'elles génèrent.

RÉFÉRENCES

- Ankersmit, F. R. (1994) *The reality effect in the writing of history, in History and tropology. The rise and fall of metaphor*, Berkeley, Ca., University of California Press : 125-61.
- Arendt, H. (1951) *The origins of totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace and World.
- Baker, K.M. (1990) *Inventing the French Revolution*, Cambridge, Cambridge U.P.
- Boltanski, L. (1982) *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit.
- Boltanski, L. (1990) *L'amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié.
- Boltanski, L. & Thévenot, L. (1991) *De la justification*, Paris, Gallimard.
- Bonnell, V.E., & Hunt, L. dir. (1999) *Beyond the cultural turn. New directions in the study of society and culture*, Berkeley, University of California Press.
- Cottureau, A. (1986) The distinctiveness of working-class cultures in France 1848-1900 in I. Katznelson & A. R. Zolberg, dir., *Working-class formation. Nineteenth-century patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton U.P. : 111-54.
- Donzelot, J. (1984) *L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Fayard.
- Durkheim, E. (1973) *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- Elias, N. (1982) *The civilizing process*, New York, Pantheon (orig. all. 1939).
- Evans, P., Rueschemeyer, D. & Skocpol, T. dir (1985) *Bringing the state back in*, Cambridge, Cambridge U.P.
- Ewald, F. (1986) *L'État-providence*, Paris, Grasset.
- Foucault, M. (1975) *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Foucault, M. (1976) *L'histoire de la folie*, Paris, Gallimard.
- Foucault, M. (1966) *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard.
- Furet, F. (1983) *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard.
- Gadamer, H.G. (1971) Begriffsgeschichte als Philosophie, *Archiv für Begriffsgeschichte* : 137-51.
- Gadamer, H.G. (1979) *Truth and method*, Londres, Sheed and Ward (orig. all. 1960)
- Guilhaumou, J. (2000) De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels, *Genèses* 38 : 105-18.
- Hall, P., dir. (1989) *The political power of economic ideas. Keynesianism across nations*, Princeton, Princeton U.P.
- Hartwich, H.H., dir. (1985) *Policy-Forschung und traditionelle Politikwissenschaft*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Hiley, D. R., Bohman, J.F. & Shusterman, R. dir (1991) *The interpretive turn : philosophy, science, culture*, Ithaca, Cornell U.P.
- Hirschman, A. O. (1977) *The passions and the interests. Political arguments for capitalism before its triumph*, Princeton, Princeton U.P.

Katznelson, I. (1986) Working-class formation : constructing cases and comparisons, in I. Katznelson & A. R. Zolberg, dir., *Working-class formation. Nineteenth-century patterns in Western Europe and the United States*, Princeton, Princeton U.P.

Koselleck, R. (1985), *Begriffsgeschichte and social history*, in *Futures past*, Cambridge, Mass., MIT Press.

Koselleck, R., & Gadamer, H.G. (2000) *Historik, Sprache und Hermeneutik : eine Rede und eine Antwort*, Heidelberg, Manutius.

Lamont, M. & Thévenot, L. dir. (2000), *Rethinking comparative cultural sociology. Politics and repertoires of evaluation in France and the United States*, Cambridge, Cambridge U.P.

Lyotard, J.F. (1979) *La Condition postmoderne*, Paris, Minuit.

Manent, P. (1993) *La cité de l'homme*, Paris, Fayard.

Marx, K. (1978) *Capital*, Chicago, Encyclopedia Britannica.

McDonald, T. J. dir. (1996) *The historic turn in the human sciences*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Moore, B. (1969) *Social origins of dictatorship and democracy*, Harmondsworth, Penguin.

Palmer, R.R. (1959) *The age of the democratic revolution*, Princeton, Princeton University Press.

Polanyi, K. (1985) *The great transformation*, Boston, Beacon Press (orig. 1944).

Pollak, M. (1976) La planification des sciences sociales, *Actes de la recherche en sciences sociales* 2/3 : 105-21.

Rabinbach, A. (1996) Social knowledge, social risk and the politics of industrial accidents in Germany and France in D. Rueschemeyer & T. Skocpol, dir., *States, social knowledge and the origins of modern social policies*, Princeton, Princeton U.P.

Rorty, R. dir. (1967), *The linguistic turn*, Chicago, University of Chicago Press.

Rorty, R. (1980), *Philosophy and the mirror of nature*, Oxford, Blackwell

Rorty, R. (1989) The contingency of language, in *Contingency, irony, solidarity*, Cambridge, Cambridge U.P.

Rosanvallon, P. (1989) The development of Keynesianism in France, in P. Hall, dir., *The political power of economic ideas : Keynesianism across nations*, Princeton, Princeton U.P.

Rueschemeyer, D. & Skocpol, T. dir (1996) *Social knowledge and the origins of social policies*, Princeton, Princeton U.P.

Sewell, W. (1980) *Work and revolution in France. The language of labor from the old regime to 1848*, Cambridge, Cambridge U.P.

Sewell, W. (1994) Ideologies and social revolutions : reflections on the French case in T. Skocpol, *Social revolutions in the modern world*, Cambridge, Cambridge U.P. : 169-98.

Sewell, W. H. (1999) Three temporalities : toward an eventful sociology, in T. J. McDonald, dir., *The historic turn in the human sciences*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Skinner, Q. (1988), Meaning and understanding in the history of ideas (1969), in J. Tully, dir., *Meaning and context : Quentin Skinner and his critics*, Cambridge, Polity.

Skinner, Q. (1998) *Liberty before liberalism*, Cambridge, Cambridge U.P.

Skocpol, T. (1979) *States and social revolutions*, Cambridge, Cambridge U.P.

Skocpol, T. (1984) Sociology's historical imagination in T. Skocpol, dir. *Vision and method in historical sociology*, Cambridge, Cambridge U.P. : 1-21.

Skocpol, T. (1994) Cultural idioms and political ideologies in the revolutionary reconstruction of state power : a rejoinder to Sewell in T. Skocpol, *Social revolutions in the modern world*, Cambridge, Cambridge U.P. : 199-209.

Thévenot, L. (1985) Les investissements de forme, in L. Thévenot, dir., *Conventions économiques*, Paris, PUF : 21-71 (version anglaise : Rules and implements : investment in forms, *Social Science Information* 23 (1) 1984 : 1-45).

Tocqueville, A. de (1990) *De la démocratie en Amérique*, Paris, Vrin.

Tocqueville, A. de (1952-3) *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard.

Toews, J. E. (1987) Intellectual history after the linguistic turn, *American historical review* 92 (4) : 879-907.

Wagner, P. (1994) *A sociology of modernity. Liberty and discipline*, London, Routledge (version française : *Liberté et discipline*, Paris, Métailié, 1996).

Wagner, P. (2001) Modernity, capitalism, and critique, *Thesis Eleven* 66.

Weber, M. (1976) *The Protestant ethic and the spirit of capitalism*, Londres, Allen and Unwin (orig. all. 1904).

Weir, M. (1989) Ideas and politics : the acceptance of Keynesianism in Britain and the United States in P. Hall, dir., *The political power of economic ideas: Keynesianism across nations* Princeton, Princeton U.P.

Wrong, D. (1961) The oversocialized conception of man in modern sociology *American Sociological Review* 26 : 181-93.

Zimmermann, B. (2001), *Le chômage en Allemagne. Socio-histoire d'une catégorie nationale de l'action publique (1871-1927)*, Paris, Editions de la M.S.H.

Zimmermann, B., Didry, C. & Wagner, P. dir. (1999) *Le travail et la nation*, Paris, Editions de la M.S.H.